Extrait du MARSOUIN.ORG

http://marsouin.telecom-bretagne.eu/spip.php?article29

e-gouvernement en Bretagne

L'usage d'Internet par les communes bretonnes.

- Observer/experimenter - OPSIS -

Date de mise en ligne : mercredi 22 septembre 2004

Description :

M@rsouin a envoyé en octobre 2003, un questionnaire à toutes les communes bretonnes portant sur leur usage d'Internet. 44% ont répondu (soit 562 réponses) et ce sont les résultats de cette enquête qui sont présentés ici.

MARSOUIN.ORG

Un questionnaire de 22 entrées a été expédié aux 1271 communes de la Bretagne. Le taux de retour ayant atteint 44% (soit 562 questionnaires remplis en 8 semaines) et 63% de la population. Nous considérons les données comme représentatives des communes.

95% des communes de plus de 5000 habitants affirment pouvoir se connecter à un réseau à connexion permanente.

Pour les communes les plus petites, les réponses ne sont pas si favorables, environ 60% des communes de moins de 5000 habitants, par leur situation géographique, ne disposent pas de l'alternative d'un accès haut débit.

87% des communes ayant répondu au sondage sont connectées à Internet. Mais l'utilisation du ADSL pour l'accès à Internet concerne seulement 14% des communes bretonnes.

L'enquête établit à seulement 35% la proportion de communes bretonnes qui ont un site Internet. Parmi les communes qui n'ont pas site Internet, 21% déclarent envisager de s'en équiper dans moins d'un an.

Le texte présenté par Godefroy Dang Nguyen approfondi cette description en proposant des explications au non équipement ou au faible développement des services en lignes dans les communes.

Accessibilité à un réseau à connexion permanente (ADSL).

95% des communes de plus de 5000 habitants affirment pouvoir se connecter à un réseau "haut débit". Les 5% restant (3 communes sur 56), sont des communes plutôt très agricoles et situées en espaces ruraux.

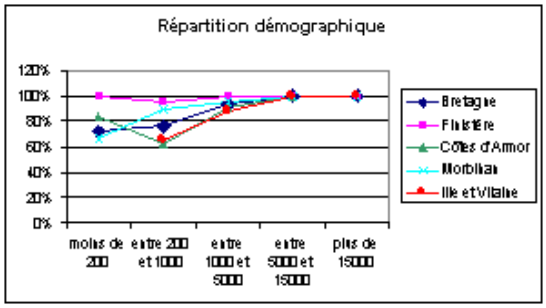
Pour les communes les plus petites, les réponses ne sont pas si favorables, environ 60% des communes de moins de 5000 habitants, par leur situation géographique, ne disposent pas de l'alternative d'un accès haut débit. Uniquement 19% des communes de moins de 1000 habitants jouissent de ce privilège. Les raisons sont les mêmes : communes agricoles, situées en espaces ruraux...

Cette connexion au haut débit dépend aussi peut-être de l'implication des municipalités : ainsi, dans 7% des cas, les membres de la mairie ne savent pas s'il est possible ou pas de disposer, dans la commune, d'une offre de connexion permanente (réseau ADSL). Parmi ceux-ci on trouve des communes de différentes tailles, des très petites communes (vers 100 habitants) jusqu'à celles de taille moyenne (plus de 3500 habitants), et autant de communes connectées (par RTC ou RNIS) que de non-connectées. Ainsi, il ne faut pas seulement faire face aux problèmes de localisation, de taille et d'accessibilité des communes mais aussi au manque d'information et de formation du personnel.

Copyright © MARSOUIN.ORG

Taux de connexion à Internet en Bretagne.

87% des communes ayant répondu au sondage sont connectées.

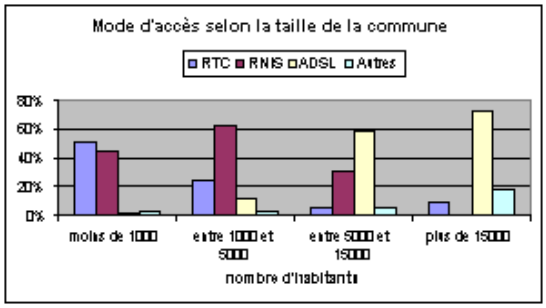


On observe l'influence de la taille sur les pourcentages de connexion : 100% des communes de plus de 5000 habitants qui ont répondu (56 communes) sont connectées, 94% des communes entre 1000 et 5000 habitants et 76% des petites communes de moins de 1000 habitants.

Le comportement par départements n'est pas très différent, mais il faut noter que l'on observe un taux de connexion plus élevé dans le Finistère. 99% du total de communes du Finistère qui ont répondu disposent d'une connexion Internet. Nous ne savons pas expliquer ce phénomène pour l'instant.

Mode d'accès.

L'utilisation du ADSL pour l'accès à Internet concerne 14% des communes bretonnes.



La taille influence aussi le mode d'accès : parmi les communes de moins de 5000 habitants, le mode d'accès est principalement Numéris (RNIS, 58%) tandis que pour les communes de plus de 5000 c'est l'ADSL (67%). Au-delà des problèmes de disponibilité, ces chiffres montrent le manque d'information des petites et moyennes communes qui tiennent à leur connexion Numéris, sans vraiment connaître les avantages de l'ADSL.

Il faut noter qu'il n'y a que 2% des communes connectées au réseau Mégalis, réseaux régional haut débit en Bretagne et Pays de la Loire. 52% des communes qui ont répondu assurent ne pas connaître l'offre de services de ce réseau.

Copyright © MARSOUIN.ORG

Sites Internet en Bretagne.

L'enquête établit à seulement 35% la proportion de communes bretonnes qui ont un site Internet.

Les pourcentages de possession d'un site selon la taille nous montrent des résultats assez prévisibles. La taille des communes s'avère, aussi à ce sujet, relativement discriminante avec 68% des communes de plus de 5000 habitants disposant d'un site Internet contre 43% des communes d'entre 1000 et 5000 habitants et seulement 19% parmi les communes de moins de 1000 habitants.

Ancienneté, budget et popularité des sites bretons actuels.

44% des sites des communes bretonnes ont plus de deux ans, mais seulement 23% ont été créés cette dernière année.

Le budget et le temps dédiés à la maintenance et actualisation des sites est assez faible la plupart des cas. Ce fait, semble compréhensible pour les petites communes où on ne s'attend pas à un grand volume d'information à actualiser régulièrement. Il y a quand même 10% des communes de moins de 5000 habitants qui ont une personne travaillant à plein temps sur le site. Par contre, on trouve encore que 68% de communes de plus de 5000 habitants ne dédient pas plus de quatre heures par jour à cette tâche.

Il semble que la plupart des sites Internet fonctionnent assez bien et sont assez populaires : seulement 15% des sites sont visités moins de 50 fois par semaine. La moyenne d'accès pour les communes de moins de 5000 habitants est d'environ 200 visiteurs par semaine, tandis que les sites des grandes communes reçoivent en moyenne 2500 visites par semaine.

À propos du contenu...

On trouve que ce sont les informations touristiques, culturelles et sportives les plus présentes suivis des informations économiques, sociales et scolaires. Avec 24% des sites les utilisant, les téléservices et téléprocédures (mise en ligne et téléchargement de documents, commandes d'actes d'état-civil, permis de conduire, carte grise, etc.) sont des services qui jouent encore un rôle modeste et qui apparaissent principalement sur les sites des communes les plus grandes.

L'utilité des sites communaux est en fait un peu différente de ce à quoi on pourrait s'attendre. Ces sites semblent avoir comme mission principale d'être un instrument de diffusion d'information touristique et pas vraiment un lieu de rencontre où les citoyens peuvent trouver des informations utiles et actualisées sur la vie quotidienne de sa commune.

Communes sans site Internet.

Parmi les communes qui n'ont pas site Internet, 21% déclarent envisager de s'en équiper dans moins d'un an.

Copyright © MARSOUIN.ORG

Les contenus prévus pour ces sites en projet sont les mêmes que pour les sites qui sont déjà en fonctionnement. Les informations touristiques, culturelles, sportives et municipales étant toujours considérées comme les plus importantes.

Les budgets destinés à la création de ces sites ne surpassent pas les 1500 euros dans 40% des cas. C'est sans doute le reflet, encore, d'un certain manque d'intérêt, les communes ne considèrent pas le site Internet comme un instrument indispensable et idoine de communication entre le gouvernement local et ses citoyens.

Nous avons demandé aux communes les freins pour la mise en place de nouveaux sites Internet. Les principales raisons qui empêchent les communes d'avoir leur propre site (70% des cas) sont :

- le manque de personnel et de ressources pouvant assurer le fonctionnement et la mise à jour du site (19%) ;
- le manque d'informations techniques et sur les contenus et services associés à l'usage d'Internet (51%).

D'autre part, 31% indiquent comme raison principale l'absence de réseau Haut Débit. Mais la plupart de ces communes ont la possibilité de se connecter au réseau ADSL. Les vraies raisons sont sans doute plutôt économiques ou de manque d'intérêt, ce qui implique que les communes ne sont pas prêtes à faire cet investissement. 15% des communes nomment directement les coûts de connexion comme le principal obstacle.

On trouve aussi 7% des communes qui affirment ne pas avoir leur propre site Internet en raison de l'existence d'un site pour la Communauté de Communes contenant déjà des informations suffisantes [1].

Dotation Espace Multimédia.

94% des communes dotées d'espace multimédia sont des communes ayant aussi une connexion Internet.

Il y a une corrélation entre la possession d'un espace multimédia et la connexion à Internet. Il n'est pas possible, par contre, de savoir qui entraîne l'autre. Sont-ce les communes les plus dynamiques sur l'usage d'Internet qui développent un espace ou, inversement, l'arrivée d'un animateur qui favorise ce développement ? D'après l'enquête de Marsouin sur les espaces cybercommunes, les deux effets co-existent.

Notons, pour finir, que parmi les communes qui n'ont pas d'espace, 33% ont l'intention de créer un, ce qui montre que l'intérêt pour ce genre de structure reste fort en Bretagne.

---

[1] C'est grâce aux réponses à cette question que nous avons remarqué qu'il aurait fallu demander dans notre questionnaire si le site de la commune appartienne au site communal ou si par contre est un site propre. Il y a sans doute une certaine incertitude dans le calcul du pourcentage de sites Internet bretons, même si les grandes masses sont les bonnes. On considérera ce volet dans un prochain questionnaires.

Copyright © MARSOUIN.ORG